

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES / SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) Commun à tous les lots

l'Acheteur

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée, par arrêté préfectoral n°R93-2025-12-01-00039 du 1er décembre 2025.

Objet du marché

Travaux forestiers des districts DU et DADS et travaux d'entretien des espaces verts du district du DADS au bord du réseau routier de la DIRMED

Le présent CCAP comporte 27 pages et 4 annexes :

- Annexe 1 : Arrêtés OLD
- Annexe 2 : FRGS DIRMED
- Annexe 3 : Cartes
- Annexe 4 : Recensement Arbres

Table des matières

CHAPITRE I: GENERALITES.....	4
I.1 Objet.....	4
I.2 Consistance des travaux.....	4
I.3 Règle de l'art et conformité des normes.....	5
I.4 Documents complémentaires à fournir par l'entrepreneur.....	5
I.4.1 Avant toute exécution.....	5
I.4.2 Avant réception.....	5
I.5 Connaissance des lieux.....	5
I.6 Exécution du chantier.....	5
I.7 Installation.....	6
I.7.1 Sécurité des travailleurs.....	6
I.7.2 Protection des personnes et des ouvrages.....	6
I.7.3 Stockage du matériel et outillages.....	6
I.7.4 Vérification des métrés, quantités.....	7
I.7.5 Mécanisation, outillages.....	7
I.7.6 Gestion des déchets.....	7
I.7.7 Pollution lumineuse et sonore.....	8
CHAPITRE II: PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	9
II.1 Prescriptions techniques du LOT n°1 et 2.....	9
II.1.1 Périodes d'intervention.....	9
II.1.2 Fauchage et débroussaillage.....	9
II.1.2.1 Fauchage.....	9
II.1.2.2 Débroussaillage d'entretien.....	9
II.1.2.3 Talus à forte pente.....	10
II.1.3 Entretien des plantations en massif ou en haies.....	10
II.1.3.1 Tailles de haies d'arbustes.....	10
II.1.3.2 Taille de Gabarit.....	10
II.1.3.3 Arrachage d'arbustes en haie.....	10
II.1.4 Nettoyage des espaces verts.....	11
II.1.5 Entretien des arbres.....	11
II.1.5.1 Taille de gabarit routier.....	12
II.1.5.2 Taille de formation.....	12
II.1.5.3 Taille d'entretien.....	13
II.1.5.4 Taille d'adaptation.....	13
II.1.5.5 Taille de conversion.....	13
II.1.5.6 Taille de restructuration.....	14
II.1.5.7 Taille de prévention des risques.....	14
II.1.5.8 Taille d'éclaircissage.....	14
II.1.5.9 Taille sanitaires.....	14
II.1.5.10 Abattage d'arbres sains.....	14
II.1.5.11 Démontage.....	15
II.1.5.12 Dessouchage.....	15
II.1.5.13 Plantation.....	15
II.1.5.14 Abattage d'arbres atteints par la maladie de chancre coloré.....	16
II.1.5.14.1 Désinfection du matériel.....	16
II.1.5.14.2 Lutte contre le chancre coloré du platane.....	17
II.1.5.15 Mise à disposition d'une nacelle (hauteur variable).....	17
II.1.5.16 Mise à disposition d'un camion et d'un broyeur de branches.....	17

II.1.5.17 Interventions d'urgence.....	17
II.1.6 Évacuation des déchets.....	18
II.2 Prescriptions techniques du LOT n°3, 4 et 5.....	18
II.2.1 Périodes d'intervention.....	19
II.2.2 Disposition générale : présence de fruitiers ou d'oliviers sur la bande de sécurité.....	19
II.2.3 Disposition particulière : traitement des arbres situés à moins de 2 mètres de l'accotement.....	19
II.2.3.1 Élagage de sécurité, sanitaire et esthétique des arbres.....	19
II.2.3.2 Abattage d'arbres malades et / ou fragilisés sur les accotements.....	19
II.2.3.3 Débroussaillage.....	20
II.2.3.3.1 Débroussaillage total.....	20
II.2.3.3.2 Débroussaillage des bandes de sécurité le long des routes.....	20
II.2.3.3.3 Débroussaillage manuel dans de la végétation basse, haute.....	20
II.2.3.3.4 Débroussaillage mécanique.....	21
II.2.3.3.5 Passage du broyeur à cailloux.....	21
II.2.3.4 Travaux dans les peuplements forestiers.....	21
II.2.3.4.1 Dépressage de régénération résineuse.....	21
II.2.3.4.2 Éclaircie dans de la pinède de moins de 2 m de circonférence.....	21
II.2.3.4.3 Éclaircie dans de la pinède de plus de 2 m de circonférence.....	21
II.2.3.4.4 Éclaircie dans du taillis de Chêne pubescent.....	21
II.2.3.4.5 Coupe de bois brûlés.....	22
II.2.3.4.6 Élagage forestier.....	22
II.2.3.4.7 Évacuation des bois et déchets.....	22
CHAPITRE III: MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	22
III.1 TRAVAUX DE JOURS.....	23
III.2 TRAVAUX DE NUIT.....	23
III.3 MODALITES D' INTERVENTION.....	23
III.4 RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS.....	24
III.5 ORGANISATION DU CHANTIER - STATIONNEMENT DES VEHICULES ET DU MATERIEL DE CHANTIER.....	24
III.6 PREVENTION DES DOMMAGES.....	24
III.7 SECURITE DES INTERVENANTS.....	25
III.8 PROPRETE ET NETTOYAGE DU CHANTIER.....	26
III.9 VISITE DU CHANTIER.....	26
III.10 CONTRÔLE.....	26

CHAPITRE I: GENERALITES

I.1 Objet

Les prestations concernent les travaux forestiers dans le cadre des Obligations Légales de Débroussaillage au bord du réseau routier de la DIRMED districts DU (13-83) et DADS (04-05) et la réalisation de travaux d'entretien courant sur les espaces verts au bord du réseau routier de la DIRMED district DADS (04-05)

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- LOT N°1 et 3 « District des Alpes Du Sud – 04 »
 - Départements des Alpes de Haute-Provence (04) RN85 – RN202 ;
- LOT N°2 et 4 « District des Alpes Du Sud – 05 »
 - Départements des Hautes-Alpes (05) RN85 – RN94 – RN1085 ;
- LOT N°5 « District Urbain »
 - Départements des bouches du Rhône (13) A7 – A557 – A51 – RN296 – A515 – A55 – A551 – A552 – RN568 – RN569 – RN113 – RN572 – A50 – A501 – A502 ;
 - Département du Var (83) A570 – RN98 ;

I.2 Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

lot 1 et 2 : Entretien des dépendances vertes en accotement du Réseau Routier National

- fauchage et débroussaillage
- entretien et abattage d'arbres
- dessouchage d'arbre
- entretien des plantations en haies
- nettoyage des espaces verts
- signalisation pour l'exploitation de chantier
- remise en état des lieux (nettoyage du chantier)
- évacuation de l'ensemble des déchets de chantier

lot 3, 4 et 5 : Travaux forestiers des espaces sensibles aux incendies en bordure du RRN

- travaux d'élague grande hauteur
- travaux d'abattage d'arbres dangereux
- travaux de broyage des rémanents et de la végétation basse et haute manuellement
- travaux de broyage des rémanents et de la végétation basse mécaniquement
- travaux de dépressage dans des jeunes peuplements résineux
- travaux d'éclaircie dans du taillis
- travaux de broyage à cailloux
- travaux de coupe de bois brûlés
- signalisation pour l'exploitation de chantier
- remise en état des lieux (nettoyage du chantier)
- évacuation de l'ensemble des déchets de chantier

I.3 Règle de l'art et conformité des normes

Les prestations devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques et réglementaires qui lui sont applicables, dont notamment les suivants :

- Code forestier article L131-10 créé par ordonnance n°2012-92 du 26 janvier 2012 -art (V).
- Des différents arrêtés préfectoraux en vigueur (annexe 1 du présent CCTP).
- Pour l'application du présent titre, on entend par débroussaillage les opérations dont l'objectif est de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies par la réduction des combustibles végétaux en garantissant une rupture de la continuité du couvert végétal et en procédant à l'élague des sujets maintenus et à l'élimination des rémanents de coupes.
- Le représentant de l'État dans les départements du Gard, de l'Hérault, du Vaucluse et de la Lozère arrête les modalités d'application du présent article en tenant compte des particularités de chaque massif.
- Code forestier Titre III.
- Des différents arrêtés préfectoraux en vigueur (annexe 1 du présent CCTP).
- Guide technique du forestier méditerranéen.
- Protection des forêts contre l'incendie : fiches techniques pour les pays du bassin méditerranéen
- et devront respecter le code du travail partie réglementaire qui s'applique à cette activité.
- L'article 1 de la loi n°2014-110 du 6 février 2014. (Produits phytopharmaceutiques).
- L'article 269 de la loi Climat et résilience. (Produits phytopharmaceutiques).

I.4 Documents complémentaires à fournir par l'entrepreneur

I.4.1 Avant toute exécution

Avant le commencement de l'opération, l'entreprise remettra un planning et un phasage détaillé de l'intervention précisant les matériels et méthodes utilisés ainsi que les effectifs en personnel.

Ce planning devra être communiqué en temps utile par l'entrepreneur à l'acheteur sous une semaine.

Il devra être validé par les deux parties avant le début de toutes opérations.

Le non-respect de ce planning entraînera des pénalités.

I.4.2 Avant réception

À la fin des prestations, une visite contradictoire sur place sera réalisée pour vérifier le plein achèvement en conformité avec les réglementations en vigueur.

Tout écart sera mis par écrit et devra être traité dans les meilleurs délais.

I.5 Connaissance des lieux

Avant remise de sa proposition, l'entrepreneur sera tenu de se rendre sur place afin de procéder à une visite détaillée avec le représentant de l'acheteur et prendre parfaitement connaissance de toutes les caractéristiques, conditions, difficultés et toutes sujétions relatives aux lieux et à l'exécution, aux accès et, notamment aux contraintes imposées.

L'entrepreneur est invité à se rendre compte par lui-même. En aucun cas, il ne pourra arguer de l'imprécision des pièces écrites.

I.6 Exécution du chantier

L'entrepreneur désignera dès la passation du marché, un responsable du chantier qui devra être l'unique interlocuteur face au représentant de l'acheteur.

Cette personne devra avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions et ceci pendant toute la durée intégrale d'exécution. Cette personne sera présente à tous les rendez-vous sur chantier.

Pendant toute la durée de son intervention, l'entreprise sera représentée sur le lieu des interventions par un chef de chantier qualifié.

Un registre comportant les noms et qualifications des ouvriers présents sera tenu à jour quotidiennement.

I.7 Installation

L'entrepreneur fera son affaire de toutes les installations qui seront nécessaires pour une bonne réalisation des tâches qui lui seront confiées.

I.7.1 Sécurité des travailleurs

L'entrepreneur s'engage à veiller à ce que son personnel, prenne toutes les dispositions pour travailler dans le respect des normes de sécurité en vigueur relatives à la protection des travailleurs.

Il est rappelé que s'agissant de chantiers forestiers et sylvicoles, ils doivent être notamment réalisés dans le respect du décret n°2010-1603 du 17 décembre 2010.

L'entrepreneur s'assure que le matériel utilisé est conforme aux exigences légales en vigueur en matière de sécurité et d'environnement. En particulier, les équipements de protection individuelle (EPI) et les machines sont conformes aux normes suivantes :

- NF EN 365 Équipements de protection individuelle contre les chutes de hauteur ;
- NF-EN 280 Plateformes élévatrices mobiles de personnel ;
- NF-EN 1004 Echafaudages roulants de services en éléments préfabriqués.
-

Lors de la réunion préalable au démarrage des travaux, il sera établi le plan de prévention. Aucune prestation ne pourra débiter sans qu'il soit approuvé par les deux parties.

Pour les travaux dits dangereux ou en hauteur, il sera, préalablement à tout commencement de travaux, établi un plan de prévention spécifique prenant en compte les éléments de la fiche de chantier. Tout manquement au plan de prévention pourra entraîner la suspension des prestations sans modification du délai d'exécution et l'application des pénalités qui en découlent.

I.7.2 Protection des personnes et des ouvrages

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles pour assurer la protection des personnes, véhicules et des ouvrages existants :

- la pose et l'entretien de toute la signalisation nécessaire pour assurer la sécurité,
- la mise en place de barrières empêchant l'accès en cours de travaux,
- le nettoyage général régulier et en fin d'opération.

L'entreprise est tenue de respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne les règles d'hygiène et de sécurité.

I.7.3 Stockage du matériel et outillages

Le stockage du matériel ne pourra avoir lieu qu'après accord préalable du représentant de l'acheteur. Les emplacements de stockage autorisés seront indiqués par l'acheteur. L'entreprise restera responsable de son matériel pendant le stockage. La responsabilité de l'acheteur ne saurait être recherchée en aucune manière et pour quelque raison que ce soit.

Toutes les mesures devront être prises contre la pollution accidentelle lors du stockage des huiles, hydrocarbures ou produits nocifs (zones étanches, géomembranes, rétention...).

Un kit anti-pollution devra être présent dans tous les engins lourds.

La maintenance et l'entretien des équipements devront se faire en dehors de la zone de chantier.

Dans le cas d'une casse sur le matériel ou l'outillage, un kit antipollution devra être disposé afin de confiner tout produit nocif. Le matériel ou l'outillage défectueux devra être placé à une distance suffisante pour garantir le non-déversement de produit toxique dans l'environnement.

I.7.4 Vérification des métrés, quantités...

Avant toute réalisation, l'entrepreneur devra vérifier soigneusement tous les métrés et s'assurer de leur concordance. Il devra aussi s'assurer des quantités prévisibles.

En cas de doute, il en référera immédiatement au représentant de l'acheteur. L'entrepreneur ne pourra lui-même modifier quoi que ce soit à l'opération, mais il devra signaler tous changements qu'il croira utile d'y apporter. Il demandera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui semblera douteux ou incomplet.

I.7.5 Mécanisation, outillages

Les engins seront conformes à la réglementation en vigueur et seront accompagnés de tous les documents réglementaires. Ils devront être en bon état de fonctionnement et ne pas présenter de dysfonctionnement pouvant porter atteinte à la sécurité et à l'environnement.

Les papiers et certificats de contrôle des engins ainsi que les habilitations des conducteurs d'engins devront pouvoir être présentés à tout moment sur simple demande du représentant de l'acheteur. A défaut, il pourra prononcer l'arrêt temporaire du chantier.

Le broyeur à branches ou à végétaux est seul engin de traitement des rémanents acceptés.

Les lubrifiants de chaînes de tronçonneuse seront de type biodégradable, certifié par label ou écolabel reconnu. L'utilisation d'engins mécaniques est soumise à l'acceptation de l'acheteur et sera proposée lors de la présentation des offres. Tout nouvel engin mécanique différent de celui ou ceux présentés dans le mémoire technique sera soumis à l'accord préalable de l'acheteur.

I.7.6 Gestion des déchets

Une attention particulière sera portée à la gestion des déchets produits par l'activité du titulaire. Il veillera à en réduire la production.

Le titulaire est tenu d'éliminer ses déchets selon les lois en vigueur et conformément à son Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets.

Dans ce document, présenté lors de la remise des offres, le titulaire expose et s'engage de manière détaillée et précise sur :

- les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à éliminer,
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux,

Aucun déchet ne sera ni abandonné, ni brûlé. Le titulaire s'engage à utiliser une solution d'élimination autorisée et ne jamais céder les déchets dont il a la charge à un tiers sans agrément.

Le titulaire prend à sa charge l'élimination de ses déchets ainsi que ceux dont l'acheteur reste le producteur.

Les justificatifs de prise en charge des déchets par un tiers seront communiqués au pouvoir adjudication.

La recherche systématique de la revalorisation des déchets et des produits est recherchée.

En l'occurrence, ne seront pas admis :

- les déchets ou dépôts contenant des hydrocarbures ou graisses provenant de l'entretien, du ravalement ou du mauvais état des matériels de chantier,
- les déchets et détritiques provenant des prises des repas sur le chantier
- les déchets issus de la prestation
- brûler des déchets à l'air libre
- abandonner ou enfouir des déchets dans des zones non contrôlées administrativement,
- mettre en décharge dite de classe 3 des déchets non inertes, laisser des déchets industriels spéciaux sur le chantier ou les mettre dans des bennes non prévues à cet effet
- laisser des déchets industriels spéciaux sur le chantier ou les mettre dans des bennes non prévues à cet effet.

Le titulaire sera responsable du ramassage ou du traitement des déchets ci-dessus cités suivant l'avancement des chantiers. Il est tenu d'apporter au représentant de l'acheteur, les certificats de mise en décharge dans des lieux agréés pour les matériaux à évacuer.

Le titulaire reconnaît être informé de cette exigence et il s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs, prestataires, et sous-traitants divers, susceptibles d'intervenir dans le cadre de son contrat principal le liant au pouvoir adjudicateur.

Les feux de toute nature sont interdits sauf autorisation express du représentant de l'acheteur.

I.7.7 Pollution lumineuse et sonore

Le chantier sera organisé pour respecter les dispositions de la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 dite « Loi Bruit » et les dispositions réglementaires locales liées à l'environnement immédiat du chantier.

Pour réduire la pollution lumineuse, le titulaire du marché pourra utiliser un équipement directionnel qui favorise une diffusion vers le sol et des luminaires de teinte chaude de luminance inférieure à 3 000 K.

Pour des raisons de sécurité, ces points peuvent être dérogés.

CHAPITRE II: PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

II.1 Prescriptions techniques du LOT n°1 et 2

II.1.1 Périodes d'intervention

Les périodes d'intervention doivent tenir compte des enjeux environnementaux et du respect des réglementations sur la zone concernée.

II.1.2 Fauchage et débroussaillage

II.1.2.1 Fauchage

Le fauchage mécanique à l'aide de girofaucheuse ou rotofaucheuse ou manuel concerne l'enherbement des talus, du terre plein central et des abords de l'autoroute ou autres routes nationales.

Cette prestation comprend le fauchage de l'herbe, la suppression ou éclaircie des arbustes selon la demande de l'acheteur, la taille des branches basses des arbres, ainsi qu'à l'intérieur des massifs d'arbres et d'arbustes.

Après chaque coupe, les herbes devront avoir la même hauteur de 15cm environ, c'est-à-dire présenter un tapis uniforme. Le long des clôtures, ainsi que dans l'intérieur des massifs d'arbres et d'arbustes, les herbes seront également coupées si cela est nécessaire et en tout état de cause si l'acheteur le demande.

Pour la réalisation de certains chantiers, il sera demandé à l'entrepreneur de disposer jusqu'à quatre engins travaillant simultanément pour respecter les délais d'exécution fixés par le bon de commande dressé par le représentant de l'acheteur.

Le fauchage mécanique par un appareil à grand bras s'entend par un tracteur portant des outils de coupes permettant de faucher jusqu'à 7 mètres en talus de déblais ou de remblais, le bras portant l'outil étant situé au-dessus des glissières de sécurité.

Le fauchage manuel sera réalisé lorsque l'utilisation d'engins de fauchage mécanique ne peut être retenu notamment lorsque :

- la surface à traiter est hors d'atteinte des engins de coupe de la faucheuse mécanique,
- la surface à traiter est encombrée de supports, plantations ou obstacles de toutes natures.

La fréquence doit être adaptée en conséquence. Elle dépend notamment des conditions atmosphériques.

Les déchets autres que les produits du fauchage abandonnés sur les accotements sont évacués à l'avancement. Le pourtour des obstacles fixes est dégagé avant le fauchage.

Ce travail comprend la fauche à 15 cm environ de hauteur. Le nombre de fauches est fixé à deux par an (automne et hiver).

II.1.2.2 Débroussaillage d'entretien

Objectifs : maintenir les zones débroussaillées en état de propreté.

Des opérations de débroussaillage d'entretien peuvent être prévues tout le long de l'année permettant de maintenir certaines zones du réseau en état de propreté dans un but esthétique et de protection contre l'incendie.

L'ensemble des rémanents de coupes sont éliminés par broyage sur place. Les rémanents d'élagage et les bois morts sont rassemblés et enlevés vers un centre de valorisation ou de tri.

II.1.2.3 Talus à forte pente

Le fauchage ou le débroussaillage manuel à réaliser sur des talus de forte pente nécessitera un équipement de sécurité particulier de l'opérateur. Celui-ci consiste, en plus de l'équipement de sécurité habituel, à encorder tant l'opérateur que le matériel.

La dénomination « talus de forte pente » est appliquée à un talus de déblais ou de remblais dont la pente est inférieure à 2/3 et où la zone à traiter est située au-delà de 2 mètres d'une surface dont la pente est inférieure à 2/3.

II.1.3 Entretien des plantations en massif ou en haies

II.1.3.1 Tailles de haies d'arbustes

Les travaux de taille consistent à rabattre, quelle que soit la hauteur, les arbustes et arbres d'un diamètre inférieur à 10 cm implantés sous la forme de haies continues ou non, en terre plein central et en rive d'auto-route.

Les tailles sont réalisées avec un sécateur à main ou une cisaille ou taille-haie mécanique. La coupe sera franche, en biseau. Tout autre matériel est proscrit.

Cette prestation est exécutée par un jardinier hautement qualifié, après instructions de l'acheteur.

Les tailles doivent prendre en compte le mode végétatif propre à chaque espèce. L'ensemble des bois de taille sera broyé et/ou évacué en station de compostage choisie par l'entrepreneur ou vers un centre de valorisation.

Tout végétal vandalisé en cours de saison sera retaillé ou arraché purement et simplement.

Après la taille, les arbres et arbustes ne devront pas dépasser une hauteur maximum de 2,50 m, mesurée depuis la chaussée.

Les 2 faces latérales des haies après les opérations de taille ne devront pas être espacées de plus de 2 m de largeur. En présence de dispositifs de retenue, les faces latérales devront être en retrait de 30 cm minimum mesurés depuis la partie supérieure de ceux-ci.

La taille se réalisera mécaniquement. Les faces des haies inaccessibles à l'engin et les parties d'arbustes ou d'arbres présentant des irrégularités après le passage de l'outil de coupe porté par les engins seront traités manuellement. Les faces latérales et la face supérieure devront après la taille présenter un aspect lisse uniforme.

Après les opérations de taille, les voies de l'autoroute et bande d'arrêt d'urgence seront soigneusement balayées au droit des travaux et tous les résidus de coupe seront évacués par le titulaire avant remise en service des voies et bande d'arrêt d'urgence.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.3.2 Taille de Gabarit

Cette opération consiste à éliminer toute végétation (branches d'arbres ou d'arbuste) débordant sur la bande d'arrêt d'urgence ou les voies de circulation ou gênant la visibilité, jusqu'à une hauteur de 5 mètres, mesurés depuis la chaussée.

Elle sera réalisée mécaniquement ou manuellement depuis la bande d'arrêt d'urgence ou les voies de circulation. Après les opérations de taille, les voies de l'autoroute et bande d'arrêt d'urgence seront soigneusement balayées au droit des travaux et tous les résidus de coupe seront évacués par le titulaire avant remise en service des voies et bande d'arrêt d'urgence.

II.1.3.3 Arrachage d'arbustes en haie

Cette opération consiste à dessoucher et évacuer à la décharge de l'entrepreneur tout arbuste planté en haies, situé sur terre plein ou abord de l'autoroute. Les trous résultant des plantations retirées seront remplis de terre végétale réglée jusqu'au niveau du sol avant intervention.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.4 Nettoyage des espaces verts

Les travaux consistent à retirer des espaces verts et abords de l'autoroute tous les petits ou gros détritiques qui les encombre. Les espaces à nettoyer sont ceux situés au-delà des dispositifs de retenue ou des surfaces revêtues.

Le nettoyage s'effectuera dans l'embarras de la végétation, soit manuellement, soit à l'aide de moyen mécanique pour les détritiques les plus importants.

Les détritiques devront être triés et évacués par type de déchet de façon réglementaire.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et résanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

Cette prestation est une prestation à part entière et n'a pas vocation à être associée à une autre mais peut être dans certains cas l'être sur demande explicite de l'acheteur.

II.1.5 Entretien des arbres

Les travaux sur les arbres sont réalisés dans les règles de l'art. Le matériel utilisé doit être désinfecté et entretenu afin de ne pas être source de pollutions ni causer la propagation de maladies.

Une fiche d'intervention est rédigée préalablement à chaque intervention.

Avant désinfection, les outils (tel que scies, tronçonneuses, sécateurs ou pelles) doivent être nettoyés au jet d'eau pour enlever la sciure ou les débris de végétaux.

Pour l'utilisation de produits phytosanitaires (phytopharmaceutiques), pesticides ou produits biocides le titulaire devra présenter au représentant de l'acheteur les certificats CERTIPHYTO et CERTIBIOCIIDE.

Tout l'outillage utilisé pour la conduite d'un chantier doit être parfaitement propre et désinfecté par une solution fongicide homologuée avant et à la fin de tout chantier et entre chaque arbre.

Différentes méthodes sont efficaces pour désinfecter :

- la vaporisation à l'aide d'un pulvérisateur ou d'une pompe à traiter : bien vaporiser l'outil (au niveau de toute la surface de contact entre l'outil et le sol ou les parties végétales des arbres) et laisser sécher à l'air. Cette méthode est recommandée pour les engins de travaux publics et de transport.
- le badigeonnage : on nettoie l'outil avec une brosse trempée dans la solution désinfectante.
- l'immersion : l'outil doit tremper dans un bac avec le produit désinfectant. Cette méthode est celle préconisée notamment pour le petit outillage.

Fongicides homologués :

- pour l'usage « traitements généraux des locaux et matériel de culture fongicide » n° 11016201
- pour l'usage « matériel de transport (P.O.V.) traitement fongicide » n° 50993320 à base d'ammonium quaternaire ou d'orthophénylphénol.

Les spécialités avec les dosages d'emploi appropriés sont consultables sur : <http://ephy.anses.fr>

Avant le début des travaux lors de la première intervention, l'entreprise réalise une visite d'état des lieux sur le terrain, en présence du représentant de l'acheteur, afin d'effectuer un inventaire de départ et de réaliser un constat de l'état des arbres. Cette visite fait l'objet d'un procès-verbal signé par les 2 parties.

Le choix du mode de conduite tient compte de l'espèce et de son modèle architectural naturel, de la conduite antérieure, du stade de développement de l'arbre, des contraintes du milieu et des effets potentiels de ce mode de conduite sur l'arbre (taille raisonnée).

Sauf cas particuliers, les travaux de taille ne doivent pas être pratiqués en période de débourrement (Février à Mars) ou de descente de sève (Septembre à Novembre).

Si l'entrepreneur estime que la période d'intervention n'est pas adaptée, il en informe le représentant de l'acheteur avant toute intervention.

Les coupes doivent être nettes et franches, l'angle doit être adapté à chaque situation afin de permettre un recouvrement optimum des plaies.

L'entrepreneur choisit le mode de suppression de la branche en fonction de son diamètre. Les coupes doivent être nettes et franches. La chute des branches est orientée et contrôlée.

Le traitement des plaies de taille est nécessaire lorsque la taille du rameau est supérieur à 10 cm, les produits à utiliser doivent être conformes à la réglementation et homologués pour l'usage qui en est fait.

À titre indicatif, le patrimoine arboré de la DIRMED est composé de (cf annexe 4) :

- 780 arbres sur le département des Alpes de Haute-Provence (04) ;
- 1640 arbres sur le département des Hautes-Alpes (05) ;
- 1540 arbres sur le département des Bouches du Rhône (13) ;
- 500 arbres sur le département du Var (83).

Ces données sont non contractuelles.

II.1.5.1 Taille de gabarit routier

Cette coupe vise au dégagement du gabarit routier et à l'esthétique de l'arbre. Elle comporte également le retrait de la végétation parasite.

Cette opération consiste à éliminer toute végétation (branches d'arbres ou d'arbuste) débordant sur la bande d'arrêt d'urgence ou les voies de circulation ou gênant la visibilité, jusqu'à une hauteur de 5 mètres, mesurés depuis la chaussée.

Elle sera réalisée mécaniquement ou manuellement depuis la bande d'arrêt d'urgence ou les voies de circulation. Après les opérations de taille, les voies de l'autoroute et bande d'arrêt d'urgence seront soigneusement balayées au droit des travaux et tous les résidus de coupe seront évacués par le titulaire avant remise en service des voies et bande d'arrêt d'urgence.

La meilleure époque pour le réaliser est l'été (en cours de végétation), car la repousse des gourmands, dragons et rejets est alors limitée (la sève est attirée dans le reste des branches).

L'emploi d'une nacelle est prohibé.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.2 Taille de formation

Taille pratiquée sur les jeunes arbres ayant pour but de former le tronc et la charpente afin qu'ils puissent répondre à terme aux objectifs de forme souhaités.

La taille de formation consiste à :

- assurer la prédominance de la flèche par défourchage ou reconstitution d'une flèche par redressement d'une branche latérale ;
- défourcher ;
- reconstituer la flèche ;
- recéper l'arbre quand la partie aérienne ne permet pas d'atteindre les objectifs attendus (après accord de l'acheteur) ;
- élever le houppier ;
- sélectionner et/ou rééquilibrer et/ou corriger l'orientation et/ou étirer et/ou déployer les charpentières ;

- sélectionner les branches secondaires.

II.1.5.3 Taille d'entretien

Taille ayant pour but de maintenir la forme établie à l'issue d'une taille de formation ou suite au développement naturel de l'arbre.

La taille d'entretien consiste à maintenir la forme établie à l'issue de la taille de formation :

- pour les arbres conduits en forme évolutive (libre, semi-libre), en :
 - éliminant des drageons,
 - éliminant des suppléants gênants,
 - supprimant des branches à risque,
 - recépant (après accord de l'acheteur),
 - supprimant les branches descendantes;
- pour les arbres conduits en forme contenue en :
 - appliquant les opérations propres aux formes évolutives ;
 - diminuant la longueur des branches ;
- pour les arbres conduits en forme à volume stable, selon la conduite habituelle en :
 - supprimant la pousse annuelle sur les têtes de chat,
 - supprimant la pousse annuelle en conservant des prolongements,
 - supprimant la pousse annuelle par tonte.

En aucun cas ne pourra être enlevé plus de 50 % du volume foliaire.

Pour les diminutions de longueur des branches, un minimum de 20 % sera supprimé.

Le végétal ne doit pas être considéré seulement dans son individualité, mais en tenant compte des caractéristiques du site ou de la plantation propre à son environnement.

Dans cette optique, on veillera tout particulièrement à respecter la cohésion du massif arboré ou l'homogénéité de la plantation d'alignement dont fait partie le végétal traité.

Le matériel utilisé sera adapté à la bonne exécution des travaux et aux sujétions particulières du site ou de l'environnement. En particulier, les méthodes de déplacement dans la couronne devront permettre le travail en extrémité de branche sans risque de rupture.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.4 Taille d'adaptation

Taille consistant à modifier ou ajuster une partie du volume d'un arbre par rapport à une contrainte, tout en préservant sa silhouette et son fonctionnement normal.

La taille d'adaptation consiste à :

- réduire les branches trop longues ;
- supprimer des branches gênantes ;
- sélectionner des suppléants bien placés.

Cette taille devra espacer les branchages de 2 mètres vis-à-vis de la contrainte. Il est admis une tolérance de 0,5 mètre.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.5 Taille de conversion

Taille ayant pour but de changer la forme d'un arbre et sa conduite. Exemples : passage d'une forme libre à une forme architecturée ou inversement, transition entre deux formes architecturées, etc.

La taille de conversion consiste à :

- simplifier des extrémités de la charpente si nécessaire ;
- sélectionner des suppléants bien placés ;
- effectuer une première taille ;

- sélectionner des branches destinées à constituer la future charpente.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.6 Taille de restructuration

Taille concernant des arbres mutilés, délaissés ou dépérissant, tendant à redonner progressivement une forme structurée compatible avec les modalités de taille d'entretien courant.

La taille de restructuration consiste à :

- sélectionner des branches ou suppléants se développant sur des parties saines de l'arbre ;
- supprimer les branches mortes ou dépérissantes ;
- reprendre des branches cassées et des anciennes coupes.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.7 Taille de prévention des risques

La taille de prévention des risques consiste à tailler l'ensemble des parties d'un arbre (branches basses, branches mortes ou cassées, étêtage,...), afin de préserver la sécurité des biens et des personnes.

La taille de prévention des risques consiste à :

- retirer des gros bois morts ;
- retirer des branches déchirées, cassées ou mal insérées.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.8 Taille d'éclaircissage

La taille d'éclaircissage du houppier consiste à éliminer à leur base les branches dominées et en cours d'affaiblissement ou de mortalité.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.9 Taille sanitaires

La taille sanitaire consiste à retirer les parties atteintes par des bio-agresseurs.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.10 Abattage d'arbres sains

Cette opération consiste en l'abattage d'arbres de diamètre supérieur à 10 cm, l'ébranchage, le débitage, le transport et l'évacuation à la décharge de l'entreprise des produits d'abattage.

La coupe des arbres se réalisera à 15 cm maximum au-dessus du sol support, la souche restera en place, le plan de coupe sera badigeonné d'un produit supprimant la repousse du sujet.

Après abattage, la souche pourra être dévitalisée sur demande du représentant de l'acheteur, avec une spécialité commerciale autorisée pour l'usage N° 11015910 « traitements généraux désherbage dévitalisation des souches » liste consultable sur : <http://e-phy.agriculture.gouv.fr> et recouvrement par de la grave 0/31,5 ou de la terre végétale.

Cette prestation est réputée comprise dans le prix d'abattage.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.11 Démontage

Pour les arbres proches des constructions et/ou des voies de circulation des précautions particulières devront être prises, un démontage dans les règles de l'art devra se faire. Ainsi que pour les arbres dont la hauteur nécessite ce genre d'intervention.

Avant l'abattage, les arbres devront être rabattus à l'aisselle des charpentières, qui devront elles-mêmes être démontées.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.12 Dessouchage

En fonction des situations, il pourra être procédé à un dessouchage (le dessouchage n'est pas forcément obligatoire). L'extraction de la souche se fera à la carotteuse mécanique, ou à la main, sur décision du représentant de l'acheteur. Après extraction, le vide sera comblé par de la terre végétale.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.5.13 Plantation

Avant commande des sujets, le titulaire fournira au MOA les fiches techniques des végétaux.

La vérification contradictoire de l'état sanitaire des arbres et de leur provenance, et le cas échéant de l'existence de passeport ou certificats phytosanitaires est effectuée par l'acheteur et l'entrepreneur sur le chantier, au minimum avant la plantation.

Pour tout transport après réception par l'entreprise, les arbres sont protégés de manière à éviter meurtrissures, dessèchement, excès d'eau et atteinte par le gel.

Si la plantation n'intervient pas immédiatement après la livraison, les arbres sont protégés pour éviter le dessèchement ainsi que l'excès d'eau et le gel. En particulier, les racines ne doivent pas rester à l'air libre, mais être protégées par une toile, une bâche ou une mise en jauge ; les arbres doivent être stockés à l'abri du vent et du froid, et en évitant une exposition excessive au soleil.

Les dimensions des trous de plantation sont adaptées à celles du système racinaire, des mottes, conteneurs ou bacs et devront être supérieures de 1/3 à celles-ci.

Le chevelu racinaire des arbres en racines nues est conservé au maximum et praliné afin de faciliter la reprise.

Lors de l'installation des arbres :

- pour les arbres en mottes :
 - les mottes doivent être entourées de filets, tontines, toiles et paniers métalliques biodégradables, de façon à ne pas avoir à les retirer et ainsi préserver la structure de la motte,
 - seules les attaches autour du collet doivent être défaites,
 - l'humidité de la motte est vérifiée visuellement avant la plantation
 - l'assise de la motte est stabilisée pour éviter tout affaissement ;
- pour les arbres en conteneurs, le système racinaire devra être décompacté sur sa périphérie par griffage vertical afin de limiter les phénomènes de chignonage ;
- pour les arbres à racines nues, une butte de terre végétale, exempte de pierre ou de matériaux impropres à la végétation et sur laquelle on fait reposer le système racinaire, est mise en place dans le fond du trou de plantation. Les racines doivent être installées sans être cassées, ni repliées dans des configurations non naturelles. Le collet devra toujours être placé au niveau du sol fini. Le fond de la cuvette à aménager pour l'arrosage doit correspondre à la hauteur du collet.

L'installation des arbres est interrompue lorsque le sol est gelé, ou lorsque la terre est recouverte de neige ou saturée d'eau. À défaut, la décision est à l'appréciation de l'entrepreneur et sous sa responsabilité.

Le trou de plantation est comblé de terre végétale fine. À moitié de comblement, il est nécessaire de dénouer la tontine ou couper le grillage afin d'éviter tout risque d'étranglement du collet. Dans le cadre d'ancrage de motte, cette opération devra être réalisée une fois l'enracinement effectué. Le tassement de la terre est effectué avec soin de manière à :

- ne pas laisser de poches d'air et ne pas blesser les racines (pour les racines nues) ou à ne pas détruire la motte (pour les végétaux en motte),
- ne pas déséquilibrer le plant, qui doit rester droit,
- ne pas recouvrir le collet.

Des apports complémentaires de terre sont effectués pour compenser la disparition du foisonnement. La terre est disposée au pied de la plante en aménageant autour de celle-ci une cuvette de forme torique.

Après formation de la cuvette, les arbres sont plombés avec les quantités suivantes d'eau :

- 40 litres par arbre en racines nues jusqu'à la force 14/16 ;
- 100 litres par arbre en motte au-delà de 14/16.

Le plombage à l'eau complète le tassement de la terre.

Les arbres (feuillus et conifères) sont tuteurés.

Pour les arbres à racines nues, les tuteurs sont enfoncés dans la fosse de plantation avant la mise en place du végétal. Leur fiche est d'au moins 0,30 m par rapport au fond de la fosse.

Pour les arbres en motte, le système de tuteurage est mis en place après plantation. Dans le cas de tuteurage multiple, les tuteurs sont reliés entre eux d'une manière rigide. Les colliers et attaches ceinturent le tronc et sont disposés de façon que par leur action, le système de tuteurage maintienne l'arbre dans la position initiale. Ils sont placés autour du tronc de façon à donner une fixation efficace, sans occasionner de meurtrissure à l'arbre.

Lorsqu'un hauban est installé, sa présence est signalée vis-à-vis du public en cas de risque pour celui-ci.

Pour l'ancrage de motte, le système comporte au minimum 3 points d'ancrage.

Pour les paillis organiques ou minéraux, et sauf stipulation différente du CCTP, l'épaisseur minimum est de 7 cm.

Pour l'installation de toiles ou films de paillage biodégradables, les pièces particulières définissent les matériaux à mettre en oeuvre et les zones concernées.

Dans le cas des massifs, la toile est posée sur le sol préparé à l'avance et avant plantation. La plantation est effectuée après marquage et ouverture nette de la toile qui est ensuite refermée par une collerette fixée par des agrafes ou lestée de sable ou gravier.

Dans le cas d'un sujet isolé, la toile est posée après plantation et la fente du paillage est refermée par des agrafes ou lestée. Dans les 2 cas, la toile est bordée sur tous ses côtés par de la terre avec un recouvrement de 0,15 m minimum.

II.1.5.14 Abattage d'arbres atteints par la maladie de chancre coloré

II.1.5.14.1 Désinfection du matériel

Il importe d'éviter la propagation des parasites et maladies (dont le chancre coloré du platane) en travaillant systématiquement avec du matériel de taille propre (tronçonneuses, haches, scies, serpes, etc.) et désinfecté. Cette désinfection se réalise soit :

- par vaporisation à l'aide d'un pulvérisateur ou d'une pompe à traiter : bien vaporiser l'outil (au niveau de toute la surface de contact entre l'outil et le sol ou les parties végétales des arbres) et laisser sécher à l'air. Cette méthode est recommandée pour les engins de travaux publics et de transport
- par badigeonnage : on nettoie l'outil avec une brosse trempée dans la solution désinfectante
- par immersion : l'outil doit tremper dans un bac avec le produit désinfectant. Cette méthode est celle préconisée notamment pour le petit outillage.

Fongicides homologués :

- pour l'usage « traitements généraux des locaux et matériel de culture fongicide » n° 11016201
- pour l'usage « matériel de transport (P.O.V.) traitement fongicide » n° 50993320 à base d'ammonium quaternaire ou d'orthophenylphénol.

Les spécialités avec les dosages d'emploi appropriés sont consultables sur : <http://e-phy.agriculture.gouv.fr>

La désinfection du matériel devra être réalisée au démarrage du chantier, entre chaque arbre et en fin de chantier ou de journée.

II.1.5.14.2 Lutte contre le chancre coloré du platane

Toutes les interventions sur platanes ou effectuées à proximité et pouvant provoquer des lésions, devront, en début et fin de chantier, respecter les règles précisées ci après :

- le petit outillage sera désinfecté sur place par badigeonnage d'une solution fongicide homologuée,
- les engins de TP et de transport seront d'abord lavés au jet à haute pression, puis désinfectés par pulvérisation d'une solution fongicide homologuée,
- éviter absolument tout contact des outils de taille avec les arbres contaminés (repérés sur le terrain par une ligne verte peinte sur leur tronc). Si un accident de ce type se produisait, les outils utilisés seraient immédiatement désinfectés.
- le matériel de transport et les broyeurs seront en fin de chantier soigneusement lavés et désinfectés par pulvérisation d'une solution fongicide homologuée.

Les platanes morts ou reconnus atteints par la maladie du chancre coloré devront être éliminés selon les directives du service régional de l'alimentation (PACA et LR) de l'alimentation (SRAL) :

- les déchets, sciures et branches seront récupérés et transportés en récipients clos,
- le sol et les débris restant sur le lieu de l'abattage recevront une pulvérisation abondante d'une solution fongicide homologuée,
- les troncs, charpentières et souches seront transportés en camion clos ou bâchés,
- les souches laissées en place seront dévitalisées selon les prescriptions du Service Régional de l'Alimentation (SRAL),
- les débris de platane (souches, troncs, charpentières, branches, rameaux, feuillages, sciures) devront être transportés dans des décharges autorisées afin d'y être profondément enfouis, ou sur des sites agréés par le SRAL.

L'entrepreneur remplira la déclaration de chantier sur platane contaminé par le chancre coloré et l'enverra au SRAL, dans un délai minimal de 15 jours avant le chantier.

II.1.5.15 Mise à disposition d'une nacelle (hauteur variable)

Cette mise à disposition pourra être demandée pour des interventions particulières sur les arbres, dont le retrait des branches encrouées ou fragilisées suite à une tempête.

La prestation comprendra la mise à disposition d'une nacelle montée sur véhicule et permettant une intervention à une hauteur minimale de 8 m, et de 2 personnes dont l'une habilitée à conduire le véhicule et à manœuvrer la nacelle, et l'autre autorisée à travailler depuis la nacelle.

II.1.5.16 Mise à disposition d'un camion et d'un broyeur de branches

Cette mise à disposition pourra être demandée pour tous chantiers relevant de la responsabilité du représentant de l'acheteur, dès-lors que le broyage n'est pas compris dans les tâches confiées à l'entreprise. La prestation comprend également l'évacuation du broyat en direction du site désigné par l'acheteur, non compris les taxes et frais éventuels de mise en dépôt.

Le broyeur, animé par un moteur autonome, sera tracté derrière un véhicule mis à disposition par l'entrepreneur, et permettant de recueillir un volume minimal de 10 m³ de broyat.

Le broyeur devra être muni de l'ensemble des équipements de sécurité requis (dont dispositifs d'arrêt d'urgence), et permettra le traitement de branches jusqu'à un diamètre de 10 cm.

La prestation comprendra la mise à disposition du camion et du broyeur, ainsi que d'une personne habilitée à conduire le véhicule et à faire fonctionner le broyeur.

II.1.5.17 Interventions d'urgence

L'opération consiste à intervenir dans un délai maximum de :

En heures ouvrables de jour (soit de 08h00 à 18h00) : délai de 4 heures

En heures nuit (soit de 18h00 à 8h00) : délai de 5 heures

En heures non ouvrables (dimanches et jours fériés) : délai de 6 heures, afin de palier aux problèmes urgents tel que la coupe d'arbres et/ou de branches cassées suite à un fort coup de vent ou lié à une chute de neige.

Les délais d'intervention sont primordiaux pour pouvoir garantir un accès permanent sur nos réseaux et la sécurité des usagers.

Certains arbres peuvent être à terre, d'autres cassées. Certaines branches peuvent être cassées et menacent de tomber. Il est donc demandé de procéder à la coupe de ces arbres ou de ces branches pour les dégager et sécuriser les lieux.

Pour les arbres de grande hauteur cassés, ou les branches cassées situées sur des grands arbres, un démontage dans les règles de l'art devra se faire.

Pour les souches, un dessouchage n'est forcément obligatoire, mais peut-être demandé.

Pour toutes ces interventions, elles devront se faire en accord avec le représentant de l'acheteur et des précautions particulières devront être prises.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.1.5 du présent CCTP.

II.1.6 Évacuation des déchets

Tous les déchets seront immédiatement évacués, aucun stockage n'est autorisé.

Les résidus d'élagage jusqu'à 10 cm de diamètre devront être systématiquement broyés en morceaux de quelques cm de long au moyen d'un engin fourni par les soins de l'entrepreneur, évacués et valorisés par un centre agréé.

Les branches d'un diamètre supérieur ainsi que les troncs seront découpés en tronçons et évacués et valorisés par un centre agréé.

L'évacuation des déchets est à la charge de l'entrepreneur (transport et taxes de dépôt comprises) et devra se faire impérativement dans les conditions suivantes :

- mise en dépôt dans une décharge agréée (le titulaire remettra le bon de dépôt au représentant de l'acheteur)
- retraitement dans une plate-forme de compostage agréée
- compostage sur une installation privée propriété de l'entreprise, sous réserve qu'elle ait satisfait aux obligations de déclaration ou d'autorisation auprès de la Préfecture.

Pour les arbres atteints par le chancre coloré, une procédure spécifique d'évacuation des déchets sera mise en œuvre :

- l'entrepreneur proposera au représentant de l'acheteur une décharge agréée.
- après acceptation par le représentant de l'acheteur, l'entrepreneur effectuera l'évacuation des déchets en camion fermé conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux.
- l'entrepreneur remettra au représentant de l'acheteur les bons de pesée, et sera rémunéré sur la base des quantités mises en décharge.

II.2 Prescriptions techniques du LOT n°3, 4 et 5

Toutes les prestations seront exécutées conformément au présent CCTP. Ces prestations devront être conformes aux normes en vigueur, qu'elles soient relatives aux prestations, à leur mise en œuvre, aux normes de sécurité ou à la réglementation du travail.

Pour les détails et modifications qu'il jugerait bon d'apporter au cours d'exécutions des prestations, l'entrepreneur devra préciser les raisons qui les lui font proposer. Aucune modification ne pourra être apportée sans l'accord écrit du représentant du chef du District.

L'entrepreneur doit se mettre en temps utile d'accord avec le représentant du chef du District et les particuliers pour tous les problèmes relatifs à leur domaine et pour tous les travaux du chantier en général.

Aucun andain ni rémanent, ni déchet ne devra subsister en fin de chantier.

Les plans de situation des prestations seront définis à l'occasion de chaque bon de commande, ils seront signés et approuvés par l'entrepreneur. Ces plans règlent l'implantation des zones à traiter et pourront localement être précisés sur le terrain, par le représentant du chef du District.

Toutes les prestations feront l'objet d'une désignation préalable effectuée sur place par le représentant de la personne publique.

II.2.1 Périodes d'intervention

Les périodes d'intervention doivent tenir compte des enjeux environnementaux, du respect des réglementations sur la zone concernée et des prescriptions définies dans les arrêtés OLD.

II.2.2 Disposition générale : présence de fruitiers ou d'oliviers sur la bande de sécurité

Ils seront taillés selon les règles de l'art. Pour les oliviers, la taille consistera à éliminer tous les rameaux dirigés vers l'intérieur, tous les rameaux morts, tous les gourmands situés au bas des charpentières (80 cm) ; à supprimer s'il y a lieu les charpentières surnuméraires ou mal dirigées (vers l'intérieur) et pratiquer une éclaircie des rameaux restants de manière à faire pénétrer la lumière. Ce travail sera réalisé au moyen d'éla-gueurs à enclumes en aucun cas au moyen de tronçonneuses.

Pour éviter la propagation des maladies, les lames seront soigneusement désinfectées entre chaque taille de sujet. Pour les autres types de fruitiers, la taille se fera selon les consignes du représentant du chef du District.

II.2.3 Disposition particulière : traitement des arbres situés à moins de 2 mètres de l'accotement

II.2.3.1 Élagage de sécurité, sanitaire et esthétique des arbres

Les arbres seront purgés intégralement de toutes branches mortes ou branches fragilisées suite à des intempéries. Il devra être réalisé suivant les règles de l'art, au ras du bourrelet cicatriciel, en prenant soin de ne pas abîmer l'écorce. Il ne pourra pas être fait usage de griffes pour l'escalade des arbres. Par contre une nacelle télescopique pourra être employée en respectant **les règles de balisage garantissant la sécurité routière**.

Les prestations consisteront à élaguer puis évacuer les branches mortes, cassées, dangereuses ou désignées par le représentant du chef du District.

Toutes les précautions devront être prises pour :

- protéger tous les ouvrages existants : clôtures, lignes électriques, bâtiments, etc... y compris en prévoyant un élagage préalable, un débit par tronçons en place, un treuillage, et toutes les techniques qui s'avéreront nécessaires et qui pourront être exigées par le représentant du chef du District,
- assurer la sécurité des ouvriers et des personnes riveraines ou empruntant les voies : personnels formés à la sécurité, port de chasubles réfléchissantes, signalisation des chantiers conformément à la réglementation en vigueur, régulation de la circulation des véhicules par deux personnes postées de part et d'autre du chantier, éventuellement installation d'une déviation après accord, obtenu par l'entreprise, auprès du District.

II.2.3.2 Abattage d'arbres malades et / ou fragilisés sur les accotements.

Il importe d'éviter la propagation des parasites et maladies (dont le chancre coloré du platane) en travaillant systématiquement avec du matériel de taille propre (tronçonneuses, haches, scies, serpes, etc.) et désinfecté. Cette désinfection se réalise soit :

- par vaporisation à l'aide d'un pulvérisateur ou d'une pompe à traiter : bien vaporiser l'outil (au niveau de toute la surface de contact entre l'outil et le sol ou les parties végétales des arbres) et laisser sécher à l'air. Cette méthode est recommandée pour les engins de travaux publics et de transport
- par badigeonnage : on nettoie l'outil avec une brosse trempée dans la solution désinfectante

- par immersion : l'outil doit tremper dans un bac avec le produit désinfectant. Cette méthode est celle préconisée notamment pour le petit outillage.

Fongicides homologués :

- pour l'usage « traitements généraux des locaux et matériel de culture fongicide » n° 11016201
- pour l'usage « matériel de transport (P.O.V.) traitement fongicide » n° 50993320 à base d'ammonium quaternaire ou d'orthophenylphénol.

Les spécialités avec les dosages d'emploi appropriés sont consultables sur : <http://e-phy.agriculture.gouv.fr>

La désinfection du matériel devra être réalisée au démarrage du chantier, entre chaque arbre et en fin de chantier ou de journée.

Les déchets (trunks, branches, charpentières et souches) seront récupérés et transportés en récipients clos vers une déchargée agréée. Le sol et les débris restant sur le lieu de l'abattage recevront une pulvérisation abondante d'une solution fongicide homologuée, les souches laissées en place seront dévitalisées selon les prescriptions du Service de la Protection des Végétaux.

II.2.3.3 Débroussaillage

Objectif : Il s'agit d'éliminer les végétaux ligneux bas et plus particulièrement les végétaux à forte combustibilité et envahissant qui favorisent la propagation du feu.

Les travaux concernent le débroussaillage manuel ou mécanique des talus, du terre plein central, des pi-nèdes et délaissés autoroutiers. Ils consistent à couper les arbustes et arbres vivants ou morts d'un diamètre inférieur à 10 cm, des branches des arbres quel que soit le diamètre, situés à moins de 2 m de hauteur.

II.2.3.3.1 Débroussaillage total

Il comprend l'élagage des arbres (coupe des branches basses...) à 10-20 cm du tronc afin d'éviter les épanchements de résine (relais pour les flammes vers le houppier), les arbres de forêts seront eux élagués à ras du tronc.

II.2.3.3.2 Débroussaillage des bandes de sécurité le long des routes

Objectif : Maintenir les conditions de sécurité suffisantes pour la circulation sur les routes. Constituer des bases de lutte contre les feux d'importance modérée.

La réglementation impose des largeurs de débroussaillage le long des voies de circulation Cf Arrêtés OLD Annexe 1 CCTP.

Cette largeur de délaissés autoroutiers à débroussailler dépend du niveau de risque d'incendie.

L'ensemble du réseau routier est classé selon trois niveaux de risque incendie.

La largeur à débroussailler est mesurée à partir de la limite du terre-plein ou du fossé qui borde la voie de circulation.

Les limites d'intervention de l'entreprise seront consignées sur un document remis à celle-ci lors de la remise du bon de commande.

Ce débroussaillage peut être fait ou fini manuellement. Dans ce cas où une partie du chantier serait inaccessible aux engins, il sera demandé une finition à la débroussailleuse.

L'enlèvement des coupes des végétaux projetées sur la voies devra être effectué.

II.2.3.3.3 *Débroussaillage manuel dans de la végétation basse, haute*

D'une manière générale, la solution du débroussaillage mécanique au moyen d'un broyeur à marteau sera privilégié par rapport à la solution du débroussaillage manuel qui sera limité aux zones non accessibles aux engins ou à fort enjeu paysager.

Le travail consiste en l'élimination et le broyage des herbacées et sous arbrisseaux ligneux, soit de façon manuelle soit au moyen d'une débroussailleuse thermique suffisamment puissante équipée d'un couteau broyeur.

Il pourra être effectué en plein ou de façon alvéolaire, c'est-à-dire en préservant des îlots de végétation dont la surface sera comprise entre 10 et 30 % de la surface totale. D'une manière générale le débroussaillage se fera en plein pour le chêne kermès et l'argelas et en alvéolaire pour le sumac des corroyeurs. Les filaires d'une hauteur supérieure à 1,50 m seront mises en valeur par un débroussaillage périmétral d'un mètre sans élagage des sujets. Concernant les chênes verts et les chênes pubescents seules les branches mortes seront élaguées. Ces contraintes paysagères seront précisées par le représentant du District sur le terrain.

Deux catégories de difficultés seront définies en fonction de la pente :

- Catégorie 1 : pente ≤ 30 %
- Catégorie 2 : pente > 30 %

II.2.3.3.4 *Débroussaillage mécanique*

Il pourra être effectué en plein ou de façon alvéolaire, c'est-à-dire en préservant des îlots de végétation dont la surface sera comprise entre 10 et 30 % de la surface totale. D'une manière générale, le débroussaillage se fera en plein pour le chêne kermès et l'argelas et en alvéolaire pour le sumac des corroyeurs. Ce débroussaillage sera effectué au moyen d'un broyeur à marteaux tracté par un tracteur à pneus ou à chenilles.

Ce mode de débroussaillage sera choisi lorsque les conditions topographiques et l'absence d'obstacles (rochers) le permettront, notamment pour une pente ≤ 30 % .

II.2.3.3.5 *Passage du broyeur à cailloux*

Le passage d'un broyeur à cailloux sera recommandé dans les terrains à forte pierrosité afin de réduire les coûts ultérieurs d'entretien. Il sera utilisé jusqu'à obtention de matériaux inférieurs à 5 cm de diamètre.

II.2.3.4 Travaux dans les peuplements forestiers

II.2.3.4.1 *Dépressage de régénération résineuse*

L'opération consiste en une sélection et une mise à distance manuelle des tiges. L'estimation se fera à l'hectare planimétrique en tenant compte de la hauteur moyenne du peuplement (≤ 3 m ou compris entre 3 et 6 m) et de la pente (\leq ou > 30 %). La densité objective est de 2500 tiges/ha soit un espacement de 2 mètres sur 2 mètres.

Les végétaux seront broyés mécaniquement ou au couteau broyeur, le broyage sera évacué vers un centre de valorisation ou de tri conformément aux articles I.7.6 et II.2.2.4.7 du présent CCTP.

II.2.3.4.2 *Éclaircie dans de la pinède de moins de 2 m de circonférence*

La prestation consiste en l'abattage directionnel, l'ébranchage et le billonnage jusqu'au diamètre fin bout de 7 cm. Les circonférences sont mesurées à 1 m du sol. Une désignation à la peinture par deux points rouges identifiera les arbres à abattre. L'abattage sera manuel.

Le prix de cette prestation sera établi comme suit :

- suppression de plus de 2000 tiges/ ha et plus
- suppression de 1000 à 2000 tiges/ha
- suppression de 500 à 1000 tiges / ha
- suppression de 0 à 500 tiges /ha

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.2.2.4.7 du présent CCTP.

II.2.3.4.3 *Éclaircie dans de la pinède de plus de 2 m de circonférence*

La prestation consiste en l'abattage directionnel, l'ébranchage et le billonnage jusqu'au diamètre fin bout de 7 cm. Les circonférences sont mesurées à 1 m du sol. Une désignation à la peinture par deux points rouges identifiera les arbres à abattre. L'abattage sera manuel.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.2.2.4.7 du présent CCTP.

II.2.3.4.4 Éclaircie dans du taillis de Chêne pubescent

La prestation consiste en l'abattage directionnel, l'ébranchage et le billonnage jusqu'au diamètre fin bout de 7 cm. Une désignation à la peinture par deux points rouges identifiera les arbres à abattre.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.2.2.4.7 du présent CCTP.

II.2.3.4.5 Coupe de bois brûlés

Les bois seront coupés, les souches arasées. Les rémanents seront broyés.

Le prix de cette prestation sera établi comme suit :

- suppression de plus de 2000 tiges/ ha et plus
- suppression de 1000 à 2000 tiges/ha
- suppression de 500 à 1000 tiges / ha.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.2.2.4.7 du présent CCTP.

II.2.3.4.6 Élagage forestier

Dans la profondeur concernée par l'éclaircie, les arbres maintenus seront systématiquement élagués. L'élagage devra être réalisé suivant les règles de l'art, au ras du bourrelet cicatriciel, en prenant soin de ne pas abîmer l'écorce. Cet élagage se fera sur une hauteur de deux mètres minimum.

La prestation comprend également l'évacuation des déchets et rémanents dans les conditions prévues aux articles I.7.6 et II.2.2.4.7 du présent CCTP.

II.2.3.4.7 Évacuation des bois et déchets

Tous les déchets seront immédiatement évacués, aucun stockage n'est autorisé.

Les résidus d'élagage jusqu'à 10 cm de diamètre devront être systématiquement broyés en morceaux de quelques cm de long au moyen d'un engin fourni par les soins de l'entrepreneur, évacués et valorisés par un centre agréé.

Les branches d'un diamètre supérieur ainsi que les troncs seront découpés en tronçons et évacués et valorisés par un centre agréé.

L'évacuation des déchets est à la charge de l'entrepreneur (transport et taxes de dépôt comprises) et devra se faire impérativement dans les conditions suivantes :

- mise en dépôt dans une décharge agréée (le titulaire remettra le bon de dépôt au représentant de l'acheteur)
- retraitement dans une plate-forme de compostage agréée
- compostage sur une installation privée propriété de l'entreprise, sous réserve qu'elle ait satisfait aux obligations de déclaration ou d'autorisation auprès de la Préfecture.

Pour les arbres atteints par le chancre coloré, une procédure spécifique d'évacuation des déchets sera mise en œuvre :

- l'entrepreneur proposera au représentant de l'acheteur une décharge agréée.
- après acceptation par le représentant de l'acheteur, l'entrepreneur effectuera l'évacuation des déchets en camion fermé conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux.
- l'entrepreneur remettra au représentant de l'acheteur les bons de pesée, et sera rémunéré sur la base des quantités mises en décharge.

CHAPITRE III: MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront exécutés conformément aux prescriptions du fascicule des règles générales de sécurité et des arrêtés préfectoraux en vigueur dans les différents départements.

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront réalisés essentiellement de jour.

Sauf demande expresse du représentant de l'acheteur, aucun travail ne pourra être exécuté :

- pendant les périodes dites « Plan Primevère » dont les dates pourront être demandées par l'entrepreneur au représentant de l'acheteur
- de nuit, les samedis, dimanches et jours fériés.

Dès la veille au soir des périodes d'interdiction de travaux, la section de voie où se déroulent les travaux en cours devra être totalement débarrassée et nettoyée.

III.1 TRAVAUX DE JOURS

Les travaux réalisés de jour concernent des interventions où l'emprise du chantier ne conduit pas à une réduction de la capacité d'écoulement du trafic de l'autoroute, sauf sur décision du représentant du chef du District pour supprimer un danger immédiat ou imminent.

Les travaux situés au-delà des dispositifs de retenue, dans les talus de déblais ou de remblais, sur les délaissés et pinèdes, et qui ne nécessitent que la pose d'un panneau de signalisation temporaire de type AK5, pourront être exécutés pendant les horaires de travail de jour de l'entreprise.

Les travaux situés en bordure des voies et abords de l'autoroute nécessitant la pose d'une signalisation temporaire de chantier destinée à neutraliser après accord du représentant du chef du District une voie ou la bande d'arrêt d'urgence seront exécutés entre 9h00 et 16 h 00. (9 h 00 : heure au-delà de laquelle les dispositifs de signalisation pourront être posés; 16 h 00 : heure au-delà de laquelle l'ensemble des dispositifs de signalisation temporaire auront été retirés et les voies de l'autoroute rendues à la circulation).

Les travaux de jour sont réalisés dans les horaires habituels de chantier, et concernent l'ensemble des travaux situés en dehors des voies de circulation ou bien sous balisage.

III.2 TRAVAUX DE NUIT

Les travaux situés en bordure des voies et abords de l'autoroute nécessiteront la pose d'une signalisation temporaire de chantier compatible avec le maintien de la fluidité du trafic et la nécessité d'assurer la sécurité des usagers de l'autoroute et du personnel de l'entreprise seront réalisés de nuit de 21 h 00 à 6 h 00. (21h00 : heure au-delà de laquelle les dispositifs de signalisation pourront être posés ; 6 h 00 : heure au-delà de laquelle l'ensemble des dispositifs de signalisation temporaire auront été retirés et les voies de l'autoroute rendue à la circulation).

Les travaux de nuit peuvent être réalisés sous coupure de circulation, réalisée par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée. Les horaires effectifs de travaux de nuit s'étendent de 22h00 à 5h00. Le délai nécessaire au retrait du balisage impose donc que l'entreprise quitte impérativement le chantier à 5h00 au plus tard. En tout état de cause, les horaires à respecter sont ceux imposés par le représentant de l'acheteur.

Les chantiers sur les voies ouvertes à la circulation publique ne sont pas possibles pendant les jours du calendrier « hors chantiers ».

III.3 MODALITES D' INTERVENTION

Que les travaux se réalisent de jour ou de nuit, l'entrepreneur adresse au représentant du chef du District concerné pour accord une demande d'intervention écrite dans laquelle seront présentés :

- la nature des travaux,
- l'emplacement des travaux,
- les dates et heures de réalisation,
- le personnel destiné à exécuter les travaux,
- le nom et n° de portable du responsable des travaux pourront être joints pendant toute la durée de l'intervention et lorsque des dispositifs de signalisation temporaire destinés à la réalisation de l'opération restent présents sur l'autoroute.

Le représentant du chef du District réalisera une autorisation d'intervention et si nécessaire préparera un arrêté de circulation préfectoral autorisant l'intervention.

Cet arrêté sera délivré à l'entrepreneur 15 jours minimum après la demande écrite faite auprès du représentant du chef du District.

Aucun chantier ne sera réalisé sans accord préalable du représentant du chef du District et signature de l'arrêté de circulation par la préfecture du secteur concerné.

L'entrepreneur devra organiser son chantier de telle manière que les usagers de la voie n'aient à subir aucun dommage du fait des travaux.

A cet effet, l'entrepreneur devra mettre en place, avant tout commencement d'exécution des travaux, une signalisation conforme à la réglementation en vigueur qui devra recevoir l'agrément du représentant de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée – District Urbain ou des Alpes Du Sud.

III.4 RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS

Les entrepreneurs sont invités à prendre connaissance lors de chaque commande :

- de la situation du chantier
- des conditions d'accès au chantier
- de l'état des lieux, des ouvrages et installations existantes.
- Des arrêtés préfectoraux en vigueur correspondant aux zones de travaux (Cf annexe 1 du CCTP)

Les entrepreneurs devront :

- se rendre compte de l'état des terrains, de la végétation en place, et d'une façon générale de toutes les prestations à exécuter,
- De prendre connaissances des arrêtés préfectoraux des différents départements afin de réaliser les travaux,
- apprécier toutes les difficultés susceptibles d'être rencontrées au cours des prestations (accessibilité, réseaux souterrains...) Si ces difficultés étaient de nature à empêcher le bon déroulement des prestations, les entrepreneurs devraient en faire part dans les meilleurs délais au représentant du chef du District et, s'ils le jugeaient nécessaire, les lui soumettre par écrit,
- prendre connaissance dans les moindres détails des indications concernant les prestations demandées, les délais d'exécution, le planning, la préparation du chantier, le programme d'exécution qui lui sont prescrits,
- lors des prestations, les entrepreneurs devront avant tout commencement d'exécution, s'enquérir auprès du représentant du chef du District s'il n'existe pas de repère de triangulation, polygonation, bornage de nivellement, susceptibles d'être endommagés ou détruits dans la zone intéressée par les prestations. Dans le cas où ces repères ne seraient pas directement touchés par les prestations, les entrepreneurs devront cependant prendre toutes les précautions afin d'assurer leur protection physique. A défaut de l'une ou l'autre de ces précautions, les entrepreneurs assumeront seuls la responsabilité des dommages et devront immédiatement réparation.

III.5 ORGANISATION DU CHANTIER - STATIONNEMENT DES VEHICULES ET DU MATERIEL DE CHANTIER

- Les entrepreneurs devront assurer et effectuer le dégagement des emprises du chantier. Les entrepreneurs devront, le cas échéant, baliser le chantier afin d'interdire le stationnement et tiendront informé le représentant du chef du District des difficultés rencontrées. Aucune plus-value sur le montant des travaux n'est envisageable pour ce type de difficultés.
- Les entrepreneurs prendront toutes les mesures de sécurité et de signalisation nécessitées par les prestations.
- Les entreprises sont autorisées à disposer sur le site les installations de chantier qu'elles jugeront nécessaires, mais après avoir soumis ses intentions au représentant du chef du District pour accord.
- Les entreprises rechercheront les meilleurs sites possibles pour la sécurité de leurs engins en stationnement pendant la nuit et les jours non travaillés. Elles restent responsables de leurs matériels pendant ces périodes.
- Le représentant du chef du District pourra, si c'est nécessaire, après accord du propriétaire, mettre à disposition des entrepreneurs des emplacements lui permettant d'édifier leurs installations qu'ils devront tenir en parfait état de propreté. Les entrepreneurs prendront à leur charge l'installation des locaux, des abords et des accès, après avoir soumis le projet à l'approbation du représentant du chef du District. Ils acquitteront les dépenses afférentes aux réseaux les desservant éventuellement, et au fonctionnement.

- Le chef du District ou son représentant se réserve toutefois le droit de demander aux entrepreneurs de déplacer leurs installations sans indemnités.

III.6 PREVENTION DES DOMMAGES

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations.

L'entrepreneur a l'obligation de prendre toutes les précautions dans la conduite des travaux pour apporter le minimum de dommages aux ouvrages ainsi qu'au peuplement forestier et autres habitats situés à proximité de l'emprise des travaux.

Il devra également justifier d'une assurance pour tous dommages aux personnes ou aux biens résultant de son activité.

Si de quelconques dégâts devaient affecter équipements et plantations en place, du fait ou indépendamment de son activité, l'entrepreneur sera tenu d'en informer le représentant de l'acheteur dans les plus brefs délais et de prendre toutes mesures immédiates pour sauvegarder la sécurité du public et la conservation des biens. Sa responsabilité pourra être recherchée en cas de dommages dus à des précautions insuffisantes.

De même, lorsque les travaux s'effectuent à proximité de réseaux enterrés ou aériens, il a la responsabilité de s'acquitter de la déclaration d'intention de commencement des travaux. A la demande du représentant de l'acheteur, il doit pouvoir justifier du respect de cette procédure.

Il doit s'assurer à sa charge et sous sa seule responsabilité, la remise en état des lieux, la réparation des dégâts et le nettoyage du chantier, dans les conditions techniques et les délais prévus au contrat, en veillant notamment à :

- rétablir ou remettre en état les grillages, clôtures, fossés et tous les équipements existants à l'origine et endommagés, détruits ou déplacés par son fait ;
- niveler les ornières et rétablir les renvois d'eau sur les pistes forestières et les cloisonnements ;
- réparer les dommages causés aux routes ou autoroutes ; en cas d'apport de matériaux extérieurs, l'intervenant sollicitant l'accord de l'acheteur/prescripteur sur les matériaux utilisés ;
- évacuation de l'ensemble des déchets.

III.7 SECURITE DES INTERVENANTS

Le titulaire s'engage à veiller à ce que son personnel prenne toutes les dispositions pour travailler dans le respect des normes de sécurité en vigueur relatives à la protection des travailleurs.

L'ensemble des personnes intervenant sur le site devront être munies d'équipements de protection individuels conformes aux normes européennes (CE).

Les élagueurs doivent posséder le certificat de spécialisation « taille et soin des arbres » visé par l'arrêté ministériel du 10 juillet 2000 ou l'attestation « sécurité en élagage et initiation aux différentes techniques de taille » délivrée au terme d'un stage auprès d'un organisme spécialisé. Les personnes ne possédant ni les certificats ni les attestations mentionnées ci avant ne sont en aucun cas habilités à intervenir pour l'élagage des arbres, quelle que soit la taille pratiquée.

Il est rappelé que s'agissant de chantiers forestiers et sylvicoles, ils doivent être notamment réalisés dans le respect du décret n°2010-1603 du 17 décembre 2010.

Pour les travaux dits dangereux, il sera, préalablement à tout commencement de travaux, établi un avenant au plan de prévention type prenant en compte les éléments de la fiche de chantier. Tout manquement au plan de prévention pourra entraîner la suspension des prestations sans modification du délai d'exécution et l'application des pénalités qui en découlent.

Lors de la réunion préalable au démarrage des travaux, il sera établi le plan de prévention. Aucune prestation ne pourra débuter sans qu'il soit approuvé par les deux parties.

Afin de prévenir les risques de chute et de pouvoir accéder aux extrémités des branches, les grimpeurs élagueurs seront systématiquement assurés lors de leurs déplacements et interventions en couronne. Ils devront être équipés :

- d'un harnais de sécurité : maintien au travail ou maintien anti-chute,

- d'une longe à 3 brins au moins, avec réducteur de longe et d'une corde d'assurance munie d'un dispositif coulissant tel le nœud prussique ou réducteur de longe,
- d'un casque de protection,
- de lunettes de protection,
- de protecteurs anti bruit,
- de vêtements anti coupures,
- de chaussures ou bottes de sécurité ou de protection,
- de gants.

Les hommes de pied seront équipés :

- de gilets ou boudriers de signalisation mentionnés ci-avant,
- des casques munis de visière grillagée et de protecteurs antibruit en cas de travail avec une scie à chaîne ou à l'alimentation du broyeur de branches,
- de bottes ou chaussures de sécurité,
- de vêtements anti coupures.

Le personnel d'encadrement accédant au chantier devra lui aussi être muni de boudriers, casques et chaussures de sécurité.

La non observation des prescriptions relatives à la sécurité entraînera l'arrêt immédiat du chantier jusqu'à sa mise en conformité.

III.8 PROPRETE ET NETTOYAGE DU CHANTIER

Les branches et grumes seront immédiatement retirées de la partie de la chaussée laissée en circulation et, le cas échéant (qui devra rester exceptionnel), des propriétés riveraines. Les chaussées, trottoirs, accotements et fossés devront être laissés en parfait état de propreté.

Tous les soirs, le chantier sera entièrement nettoyé des branches, déchets et résidus et la chaussée sera rendue totalement libre à la circulation.

III.9 VISITE DU CHANTIER

Des visites de chantier feront l'objet de comptes-rendus dressés contradictoirement sur place. Les entrepreneurs devront assister ou se faire représenter par une personne habilitée à prendre les décisions nécessaires pour la bonne marche du chantier. Ces visites seront fixées périodiquement par le chef du District ou son représentant toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire,

Chaque visite de chantier fera l'objet d'un compte rendu rédigé par l'entreprise et envoyé sous 48 heures notifiant :

- les directives pratiques d'exécution données verbalement lors de la visite,
- les déficiences et retards constatés,
- et tout autre élément pouvant intéresser la marche du chantier,
- la date d'effet des directives ou des constats est celle de la visite de chantier et non celle de la réception du compte rendu,
- des directives quotidiennes pourront être données aux entrepreneurs par le représentant du chef du District.

III.10 CONTRÔLE

Les entrepreneurs feront connaître les personnes responsables à prévenir en cas de besoin et indiqueront les moyens de les joindre. Pendant toute la durée de l'intervention sur le terrain, les entrepreneurs devront affecter à la direction des travaux une personne responsable et compétente.

La qualité du travail et le respect du cahier des charges seront contrôlés régulièrement par le représentant du chef du District.

En cas de discordance entre le travail réalisé et les prestations demandées, il sera demandé aux entrepreneurs de repasser à leurs frais sur les zones travaillées.